

politique et économie

Leasing, petit crédit: gare aux dettes sans fin!

Comment résister aux appâts du dernier coupé-cabriolet à la mode, surtout assorti d'un leasing 0%? Plus d'un se décide à concrétiser son rêve, quitte à plonger son budget dans le rouge vif.

Impossible de les manquer. Sur les murs des bâtiments, au bord de la route, les affiches publicitaires s'étaient, toutes plus alléchantes les unes que les autres: leasing 0%, petit crédit en un tournemain. La voiture n'a jamais été aussi accessible. Et qui ne rêve pas, à 20 ans, de se retrouver au volant d'une sportive estampillée BMW ou Audi?

«Achetez, même si vous n'en avez les moyens», ce message distillé par les publicitaires a son revers. Les sirènes de l'argent facile ont tôt fait de déséquilibrer le budget et de précipiter un nombre grandissant de jeunes dans les services sociaux qui, dans de nombreux cas, ne peuvent que constater les dégâts: «Un apprenti de 19 ans a obtenu un leasing pour une voiture de 45 000 francs, tempête Félix Hof, directeur du Centre social régional de Jona (SG). Autre cas choquant, poursuit Félix Hof, celui d'un jeune homme de 24 ans au salaire brut de 4500 fr., avec un arriéré d'impôts de 6000 fr., et qui a tout de même obtenu un petit crédit pour une voiture. Ce type d'imbroglio, quasi insoluble, est de plus en plus fréquent.»

Bouée de sauvetage des soldats sans le sou, le service social de l'armée constate également une recrudescence des demandes d'aide financière liées, peu ou prou, à l'acquisition d'une voiture: «Le leasing pèse lourd dans le budget des recrues, remarque Peter Hänggi, chef du service social de l'armée. La validité d'un contrat de leasing s'étendant sur plusieurs années, au moment de le signer, les jeunes oublient que leurs revenus vont baisser pendant le service militaire, et ils se retrouvent coincés.»

Attention aux pièges

Oscillant entre 3 et 7 ans, la durée d'un contrat de leasing est l'un des facteurs jouant en défaveur des jeunes adultes, un âge où la situation personnelle et professionnelle connaît d'importantes fluctuations: diminution du temps de travail,



Grâce au leasing, piloter une voiture chère n'est pas hors de portée, mais peut durablement assécher les finances.

changement d'emploi, retour aux études ou départ à l'étranger pour un séjour linguistique, la donne pécuniaire s'en trouve profondément modifiée.

Un second piège est de sous-estimer les charges annexes au leasing, telles la casco totale, l'entretien, les services réguliers chez le concessionnaire et le surplus exigible si l'on dépasse le kilométrage maximum.

Par ailleurs, constate Joëlle Renevey, responsable du service de gestion des dettes de Caritas Fribourg, «certains jeunes ont tendance à choisir une voiture davantage en fonction de critères esthétiques qu'en fonction de son utilité, le leasing ou le crédit facilitant l'achat d'un produit coûteux.»

Examen sujet à caution

Il importe donc de garder la tête froide et d'examiner son budget sans complaisance. Déductions faites du leasing et des principaux frais fixes (assurances, loyer, nourriture, impôts, etc.), il devrait subsister un solde pour parer tout imprévu, par exemple un pépin mécanique: «Si les sociétés de crédit ou de leasing prenaient la peine d'établir un tel budget avec leurs clients, note Félix Hof, on éviterait pas mal de mésaventures. Malheureusement, certaines se contentent d'une simple déclaration de salaire, sans même analyser la nature des rapports de travail. S'agit-il d'un contrat à durée indéterminée ou déterminée, à temps complet ou partiel?» Mis sur la sellette, les instituts financiers se

défendent d'ouvrir à la légère les vannes du crédit en rappelant que toute demande s'accompagne d'un examen codifié par la loi. Le hic, dans la loi sur le crédit à la consommation (LCC), est que le critère de référence pour évaluer la capacité financière du client est le minimum vital au sens du droit des poursuites, un seuil extrêmement bas ne laissant aucune place à l'argent de poche.

La situation n'est pas meilleure en matière de leasing puisque la LCC laisse le choix au prêteur entre deux formes d'examen, avec pour conséquence logique que le prêteur s'appuie sur la moins restrictive. Cet état de fait a poussé la Commission fédérale de la consommation à édicter une recommandation à l'intention du Conseil fédéral exigeant une protection accrue des jeunes.

En attendant la réponse de l'administration fédérale, les spécialistes du désendettement multiplient les mises en garde et appellent de leurs vœux une mise à jour de la législation: «En raison des coûts trop élevés, nous déconseillons formellement le leasing, s'exclame Reno Sami, responsable du secteur prévention au service de désendettement de Bâle-Ville. D'autant qu'il existe des solutions alternatives, telles l'achat d'un véhicule d'occasion, le système Mobility ou, pourquoi pas, un arrangement avec ses parents ou des amis pour disposer en alternance d'un véhicule. Pour ma part, je serais même partisan d'une interdiction du leasing au-

dessous de 23 ans. Une telle interdiction, à l'instar de la fumée dans les lieux publics, n'attente pas à la liberté individuelle.» «Le leasing coûte très cher, renchérit Joëlle Renevey. Il vaut mieux économiser pour acquérir une voiture d'occasion.»

Gérer l'argent, ça s'apprend

Mais à 20 ans, l'impulsivité l'emporte parfois sur la raison. D'un élan fougueux, on sera tenté de prendre le plus court chemin vers la voiture de ses rêves, sans réfléchir aux lendemains. Pour domestiquer cette tendance naturelle au «tout-tout-de-suite», un outil de sensibilisation a été élaboré par le service de désendettement du canton de Bâle-Ville: Max.Money (voir encadré ci-dessous) qui propose un matériel didactique autour de l'argent et des pièges de l'achat à crédit. Il sert de support à des animations dans les écoles, associations de jeunes ou de parents.

Déjà présent en Suisse alémanique, Max.Money sera lancé cet automne en Suisse romande, répondant à une demande très forte des services sociaux: «L'école doit préparer les enfants à gérer l'argent, notamment en les rendant attentifs aux dangers de certains types de contrats», note François Dubois, directeur du Centre social protestant du canton de Neuchâtel.

Un conseil avisé à l'heure où environ 150 000 contrats de leasing, d'une durée moyenne de 4 ans, sont conclus chaque année en Suisse.

Jacques-Olivier Pidoux

Brochure du TCS

Le leasing est un contrat complexe et de longue durée. Autant dire l'importance d'en étudier soigneusement les clauses et ne pas se laisser aveugler par de belles promesses.

Souvent négligés, les frais annexes aux traites mensuelles peuvent peser lourd dans le budget, tout comme une résiliation prématurée du contrat qui se chiffre en milliers de francs.

Pour éviter ces écueils et s'informer de manière complète, le Département technique et environnement du TCS publiera fin août une brochure offrant un tour d'horizon du leasing.

Elle sera disponible auprès de votre agence locale ou du TCS, Technique et environnement, Buhholzstrasse 40, 6032 Emmen.

jop

Max.Money, bientôt en Suisse romande

Un livre pour les enseignants, un CD-Rom comme support à des exposés en classe, un journal à l'intention des élèves, c'est le contenu du coffret de prévention Max.Money édité par le service de désendettement de Bâle-Ville, et qui a déjà trouvé son public en Suisse alémanique. Centré sur les 16-25 ans, il donne des outils pour maîtriser son budget et met en lumière les chausse-trappes du crédit à la consommation, leasing et autres cartes fidélité. Max.Money s'applique aussi hors cadre scolaire, dans les associations de jeunes, de parents, ou dans tout autre organisme concerné par la problématique de l'endettement des jeunes. Sur demande (voir coordonnées ci-dessous), des animateurs formés en conséquence peuvent prêter leur concours à l'organisation

d'une manifestation autour de la thématique de l'argent.

Max.Money fera son apparition début novembre en Suisse romande, via un site internet bilingue: www.maxmoney.ch. jop

Pour tout renseignement sur Max.Money: Suisse romande: Jacqueline Lavoyer, tél. 032 757 23 53, j.lavoyer@plusminus.ch; Suisse alémanique: Reno Sami, tél. 061 695 88 22, info@plusminus.ch.

